

# Les personnels de ce lycée du Cotentin manifestent leur mécontentement

Au lycée Henri-Cornat, à Valognes (Manche), le projet de dotation horaire globale mécontente les enseignants et les parents d'élèves, qui se sont mobilisés ce 2 février 2023.



Au cours de l'après-midi de ce jeudi 2 février 2023, les enseignants et représentants de parents d'élèves ont lu la motion contre la nouvelle dotation horaire globale du lycée Henri-Cornat.

Et re ! En 2022, pendant une dizaine de jours, les personnels d'enseignement et d'éducation du lycée Henri-Cornat, à Valognes (Manche), s'étaient mobilisés contre la dotation horaire globale (DHG) qui avait été attribuée à leur établissement pour la rentrée de septembre 2022.

Dénonçant la baisse des heures postes au profit des heures supplémentaires, ils avaient obtenu gain de cause puisque cette dotation avait été finalement abondée de

20 heures. Ce qui fait dire à ces enseignants que « (leurs) demandes étaient légitimes ».

### Heures postes ou supplémentaires

Celles-ci seront-elles considérées comme telles cette fois-ci encore ? Toujours est-il que les enseignants du lycée valognais se voient à nouveau contraints de manifester leur mécontentement.

36 heures postes feraient défaut pour la rentrée prochaine, et les heures supplémentaires augmentent de nouveau, à tel point qu'elles ne sont plus absorbables par les enseignants et pourront déboucher sur une impossibilité de faire des dédoublements.

-

Très concrètement, ils se demandent comment dans ces circonstances pourra être assurée l'heure et demie de l'option maths en 1re, ou encore comment seront donnés les cours d'éducation civique et morale remis au goût du jour par le gouvernement, avec un passage de 17 élèves concernés actuellement à 35 en septembre.

[Cherbourg](#). [Malgré la mobilisation, l'école des Roquettes pourrait fermer en septembre 2023](#)

« Mais ce sont toutes les matières qui sont touchées », précise cette enseignante, présente au cours de l'après-midi de ce jeudi 2 février 2023, avec d'autres collègues, devant l'entrée du lycée. Ils avaient par ailleurs décidé de boycotter la commission permanente et le conseil d'administration de l'établissement.

« On nous rétorquera que la baisse annoncée des effectifs conduit à une baisse de la dotation ? Mais les élèves devraient pouvoir bénéficier des meilleures conditions d'encadrement, surtout après des années compliquées dues au Covid-19. Or, à chaque fois que les effectifs de classes pourraient être légèrement diminués pour mieux travailler, le rectorat en profite pour faire des coupes. Et dire que notre ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, prône le travail par petits groupes, alors que dans le même temps des postes sont supprimés. C'est le pompon sur la Garonne ! »

D'une seule voix, les personnels de l'enseignement et de l'éducation de l'établissement valognais, soutenus par les représentants des parents d'élèves, exigent donc « de transformer les 35,4 heures supplémentaires en heures postes. Ça permettrait d'avoir davantage de professeurs en poste fixe, ce qui est préférable pour tout le monde ».

« L'énergie que nous passons à réclamer, nous préférerions l'utiliser dans nos classes »

Ils ne cachent pas une certaine lassitude : « Chaque année, nous devons nous transformer en marchands de tapis ! L'énergie que nous passons à réclamer, nous préférerions l'utiliser dans nos classes, car notre mission première est bien d'offrir à nos élèves des conditions d'apprentissage dignes de ce nom. Mais pour cela, il faut nous en donner les moyens... »

La Normandie représenterait à elle seule le quart des suppressions de postes cette année, soit 121.